

Cote du document: EB 2018/LOT/G.16
Date: 22 novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur d'InterAction, pour le programme intitulé Renforcer le plaidoyer en faveur de l'agriculture et du développement rural pour mieux faire mieux entendre la voix des agriculteurs ruraux au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Luis Jiménez-McInnis

Directeur du
Bureau des partenariats et
de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2705
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

Marzia Perilli

Cadre auxiliaire
téléphone: +39 06 5459 2781
courriel: m.perilli@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 155.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur d'InterAction, pour le programme intitulé Renforcer le plaidoyer en faveur de l'agriculture et du développement rural pour mieux faire mieux entendre la voix des agriculteurs ruraux au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Essentielles à un développement rural pérenne, les organisations de la société civile et les organisations paysannes jouent un rôle clé en permettant aux petits exploitants et aux communautés marginalisées d'accéder aux services de développement nécessaires. Ces organisations, qui font le lien entre besoins des individus et communautés dans leur ensemble, s'emploient à mettre ces enjeux en évidence et à aider les populations à surmonter les obstacles par une action collective. De multiples forces contribuent à une évolution rapide du rôle traditionnel des organisations de la société civile et des organisations paysannes dans le développement. Ces organisations (et les agriculteurs qu'elles représentent) doivent renforcer leur capacité à appréhender les systèmes politiques et l'évolution des politiques avec efficacité.
2. Ce constat est particulièrement criant en Afrique de l'Est, où le secteur agricole joue toujours un rôle majeur dans les économies de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda et d'autres pays. Les pouvoirs publics et les autres partenaires de développement n'ont cessé de soutenir le secteur par des structures, des politiques, des plans d'investissement et des agences ayant pour but d'appuyer les initiatives en matière de développement. Si elles se sont traduites par de nombreuses évolutions positives, ces tendances ont également fait naître des craintes au sein des organisations locales, nationales et internationales. S'ils veulent avoir une influence avérée et positive sur les grands décideurs et les politiques, les petits producteurs ruraux, acteurs clés du secteur agricole, doivent parler d'une seule voix.
3. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons adoptée en 2015¹. Depuis 2009, le FIDA et InterAction recensent les défis que doivent relever les petits exploitants agricoles ruraux. Par les bonnes pratiques, la transparence, le partage de données et le renforcement des capacités des partenaires locaux, ils contribuent au progrès. Grâce à ses collaborations fructueuses avec le Forum agricole des acteurs non étatiques (ANSAF), l'Alliance des coopératives ougandaises et d'autres réseaux d'organisations paysannes ayant participé à des investissements du FIDA, InterAction a pu tirer des enseignements, engranger des éclairages et se forger les relations nécessaires pour amplifier ces efforts et mettre ses compétences au service du renforcement des alliances de la société civile, de l'engagement des

¹ Voir EB 2015/114/R.2/Rev.1.

parties prenantes et du plaidoyer afin d'aider les coalitions de petits exploitants agricoles d'Afrique de l'Est. L'expérience d'InterAction montre que, pour sensibiliser davantage les décideurs aux enjeux de développement rural et agricole, il est indispensable de travailler avec des acteurs locaux et nationaux de divers horizons. Les organisations paysannes, les coopératives, les réseaux de la société civile, les ONG internationales, les pouvoirs publics, le secteur privé et les responsables locaux sont essentiels pour optimiser le développement agricole, mais aussi pour renforcer la sécurité alimentaire et les résultats économiques. En forgeant des groupements de parties prenantes à la fois plus vastes et plus forts, InterAction peut renforcer l'engagement auprès des dirigeants en faveur de l'adoption ou de l'amélioration de lois et politiques durables qui touchent tous les citoyens. Un engagement plus fort des groupements de parties prenantes locales à l'élaboration des politiques et au plaidoyer permet également d'ancrer les politiques agricoles dans les besoins techniques et les réalités propres aux communautés concernées.

II. Le programme proposé

4. Le but général du programme est de tirer parti des premiers succès et de surmonter les obstacles qui empêchent les organisations de petits producteurs de la région des Grands Lacs de mener efficacement leur action de plaidoyer. Le programme d'InterAction cherche à renforcer la capacité des organisations paysannes, en mettant l'accent sur les petits producteurs ruraux, à participer de manière plus stratégique et plus efficace aux débats nationaux sur le développement agricole en République-Unie de Tanzanie, en Ouganda et au Rwanda.
5. Ses objectifs sont les suivants: améliorer les stratégies et les capacités de plaidoyer des coalitions de petits producteurs, promouvoir le recours à la gestion et à l'analyse des données pour étayer les stratégies de plaidoyer et les processus d'élaboration des politiques, et étendre le partage et la gestion des savoirs au niveau mondial, régional, national et local pour un meilleur plaidoyer et une plus grande utilisation des données.
6. Le groupe cible sera composé de petits producteurs agricoles ruraux vivant au Rwanda, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. En travaillant avec des partenaires sur place, le programme mettra l'accent sur l'engagement des organisations paysannes, des ONG locales et internationales, du secteur privé et des jeunes ruraux. Les organisations partenaires ont été choisies en fonction de critères relatifs aux structures d'organisation et aux ambitions stratégiques, à la capacité d'influence et de réalisation des objectifs, stratégies et tactiques définis, et du contexte socio-politique. En outre, une démarche proactive de recensement des organisations qui représentent, en toute équité, les intérêts des femmes, des ethnies ou groupes régionaux marginalisés ainsi que des autres personnes défavorisées a été menée, priorité étant donnée à une participation équilibrée au niveau des régions infranationales.
7. Le programme se déroulera sur deux ans et comprendra les composantes suivantes:
 - **Plaidoyer:** faire des organisations paysannes représentant les petits producteurs ruraux des spécialistes plus stratégiques et plus influentes du plaidoyer en faveur du développement agricole et de la transformation du monde rural.
 - **Gestion des données:** faire en sorte que les organisations paysannes mettent en place des systèmes de gestion des données plus efficaces en utilisant la Carte de l'aide des ONG d'InterAction (*NGO Aid Map*) ou des

solutions techniques permettant de visualiser leur impact collectif et de nourrir leurs efforts de plaidoyer.

- **Partage des savoirs:** œuvrer pour que les réseaux d'organisations paysannes accumulent les enseignements et partagent innovations et bonnes pratiques avec les principaux groupes impliqués dans le développement agricole.

III. Effets/produits escomptés

8. Dans les trois pays, InterAction continuera de dispenser des formations, de former les formateurs et de proposer des ressources pédagogiques liées au plaidoyer, à la gestion des données et au partage des savoirs. Au travers de ces partenariats, InterAction vise un renforcement de la capacité des organisations paysannes à structurer et rassembler les parties prenantes autour des enjeux prioritaires, une augmentation de l'influence sur l'élaboration et la concertation politiques au plan local et national, et une représentation plus large des acteurs agricoles. Avec ce programme, InterAction entend également achever les mises à jour et opérations de maintenance des systèmes prévues pour la Carte de l'aide des ONG afin que cette plateforme soit plus durable, plus adaptable, plus utile et plus fiable.
9. Les effets escomptés de ce programme sont les suivants:
 - **Plaidoyer:** les coalitions d'organisations de petits producteurs ruraux deviennent des spécialistes plus stratégiques et plus influentes du plaidoyer au niveau national en faveur du développement agricole et de la transformation du monde rural.
 - **Gestion des données:** les organisations paysannes établissent et profitent de systèmes de gestion des données plus efficaces en utilisant des solutions techniques (la Carte de l'aide des ONG par exemple) pour visualiser leur impact collectif et nourrir leurs efforts de plaidoyer.
 - **Partage des savoirs:** les réseaux d'organisations paysannes accumulent les enseignements et partagent innovations ou bonnes pratiques entre eux, mais aussi avec les principaux acteurs du développement agricole (ONG, ONG internationales, organisations de la société civile, secteur privé, etc.).

IV. Modalités d'exécution

10. Principal bénéficiaire du don, InterAction en assurera l'exécution et se chargera de la gestion des activités, du budget, des résultats et de la coordination avec les bureaux de pays du FIDA et le personnel du siège. InterAction travaillera en étroite collaboration avec ses partenaires d'exécution (l'ANSAF en République-Unie de Tanzanie et l'Alliance des coopératives ougandaises en Ouganda), ainsi qu'avec un partenaire rwandais qui n'a pas encore été désigné. Dans le cadre de cette collaboration, une planification et une présence lors des réunions de lancement des programmes sont prévues, ainsi que des déplacements réguliers dans des lieux clés de la région pour dispenser des formations et apporter un soutien pendant la période d'exécution.
11. Le chargé de programme d'InterAction, épaulé par le Vice-président d'InterAction en charge des politiques internationales de développement et de l'apprentissage et assisté par le responsable de la stratégie et du plaidoyer, supervisera tous les aspects de ce programme. Il veillera à ce que l'ensemble des activités suivent le plan d'exécution et que les procédures respectent l'accord de don.

12. Le chargé de programme sera également responsable de la qualité de la conception, de l'exécution et du suivi des modules de formation, ainsi que de la coordination des activités avec les cofinancements. La sélection des partenaires et des bénéficiaires des activités de formation constituera un élément central de la mission. Pour ces aspects, le chargé de programme devra veiller à ce qu'une coordination adéquate existe avec les départements du FIDA concernés et superviser les consultants et les partenaires locaux. Enfin, il s'occupera de la coordination entre les participants et bénéficiaires du programme, les prestataires d'assistance technique et le FIDA.
13. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard du FIDA. InterAction dispose de systèmes financiers solides et conçus pour assurer la fiabilité de la tenue des comptes et de la comptabilité des opérations financières des différents programmes. Comme l'exigent les normes internationales d'audit (ISA), les états financiers d'InterAction sont audités chaque année par des auditeurs indépendants. En outre, conformément au paragraphe 15 iii) de la Politique du FIDA en matière de dons, compte tenu du caractère unique de son mandat mondial de plaidoyer et d'influence sur les politiques, InterAction a été sélectionné de manière directe.

V. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le coût total du programme proposé est estimé à 1 593 748 USD, dont un don du FIDA d'un montant de 1 179 360 USD et un cofinancement en nature de la part d'InterAction à hauteur de 414 388 USD, ainsi que le détaillent les tableaux 1 et 2.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>InterAction</i>	<i>Total</i>
1. Plaidoyer	293	125	418
2. Gestion des données	440	126	566
3. Partage des savoirs	446	163	609
Total	1 179	414	1 593

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>InterAction</i>	<i>Total</i>
1. Salaires et indemnités	284	414	698
2. Consultants	308		308
3. Frais de voyage et indemnités	112		112
4. Biens, services et intrants*	107		107
5. Ateliers**	281		281
6. Frais généraux	87		87
Total	1 179	414	1 593

* Équipement et matériel inclus

** Formation incluse

VI. Recommandation

15. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à InterAction un don d'un million cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante dollars des États-Unis (1 179 360 USD) pour une durée de deux ans, afin de financer une partie du programme Renforcer le plaidoyer en faveur de l'agriculture et du développement rural pour mieux faire mieux entendre la voix des agriculteurs ruraux au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Le Président

Results-based logical framework (more detail included in the grant design document)

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	<ul style="list-style-type: none"> Farmers' organizations (FOs), engage more strategically and effectively in national agricultural development policy debates in United Republic of Tanzania, Uganda, and Rwanda 	<ul style="list-style-type: none"> 100 % increase in FOs engaged in policy dialogue engagements with key counterparts 	Baseline, midterm, and endline surveys and assessments of participating organizations	<ul style="list-style-type: none"> Operating environment for civil society enables stakeholder engagement & collaboration Mechanisms exist or can be created for multi-stakeholder policy dialogue
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> Advocacy: FOs become more strategic and influential advocates for agricultural development and rural transformation, with a focus on strengthening the collective voice of rural farmers. Data Management: FOs establish more effective data management systems using NGO Aid Map and/or other technical solutions to visualize their collective impact and help inform their advocacy efforts. Knowledge Sharing: Farmers' organizations will network, learn, and share innovations and/or best practices with key groups engaged in agricultural development, such as InterAction members, INGOs, local NGOs, private sector, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Three policy issues championed by participants that align with national agricultural development agendas 100% increase in use of NGO Aid Map or other data platforms 100% increase initiatives related to agricultural development policies and programmes convened or participated in by beneficiary FOs 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, midterm, and endline surveys and assessments of participating organizations Monitoring and event tracking system data 	<ul style="list-style-type: none"> Operating environment for civil society enables stakeholder engagement & collaboration Mechanisms exist for cross-sector policy dialogue Government policy makers and donors are responsive to civil society engagement efforts in policy dialogue NGO Aid Map or other data platforms to be identified (IATI, etc.) have sufficiently detailed data to support the information needs of advocates and FOs.
Outcomes/ Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Better assessment, design, and organization of advocacy initiatives by FOs Easier data sharing, accessibility, and improved functionality of NGO Aid Map Increased understanding and skills developed within participating organizations about multi-stakeholder engagement 	<ul style="list-style-type: none"> Participant surveys show better assessment, design, and organization of advocacy campaign 100% Increase in number of policy/programme communications disseminated (e.g. policy briefs); Participant surveys show greater understanding and skills in stakeholder outreach & engagement 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, midterm, and endline surveys and assessments of participating organizations Monitoring and event tracking system data 	<ul style="list-style-type: none"> Political stability in region and sustained organizational operation by partners Civil society participants have adequate internet connectivity Regional and national forums and other events are not disrupted or excessively delayed
Key Activities	Advocacy:	Advocacy:	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, midterm, and 	<ul style="list-style-type: none"> Partners identified, engaged, and

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
by component	<ul style="list-style-type: none"> Events (meetings, workshops, etc.) held FO and alliance network annual action plans and campaign strategies developed and agreed Advocacy trainings conducted by local facilitators and InterAction staff Support visits to FOs Policy dialogues with FOs and policy makers held IEC materials produced and disseminated <p>Data Management:</p> <ul style="list-style-type: none"> Trainings on NGO Aid Map and other data platforms conducted Technical audit and NGO Aid Map roadmap implementation strategy developed Communications and events to raise awareness and encourage data use conducted <p>Knowledge Sharing:</p> <ul style="list-style-type: none"> National and regional networking events/convenings held Online and in-person communities of practice created and managed Toolkits for replicating advocacy, data management, and knowledge-sharing approach developed and disseminated 	<ul style="list-style-type: none"> Eight stakeholder dialogues (meetings, workshops, etc.) organized on key agricultural policy and budgeting issues at various levels Four of policy papers published <p>Data Management:</p> <ul style="list-style-type: none"> Eight trainings and focus groups held 1 NGO Aid Map roadmap developed based on technical audit and user consultations 100% increase in data published in agriculture sector within East Africa Community (EAC) <p>Knowledge Sharing:</p> <ul style="list-style-type: none"> Four learning events, networking sessions, etc. held 100% increase of participants in online and in-person communities of practice 	<ul style="list-style-type: none"> endline surveys and assessments of participating organizations Monitoring and event tracking system data NGO Aid Map web analytics 	<ul style="list-style-type: none"> committed to agreed workplans Support from IFAD country directors and staff in order to ensure regional coordination and learning

***Following baseline assessments all cited indicators and numbers will be reviewed and edited where needed.